



Qu'est-ce que le capitalisme?

Les marchés libres ne sont peut-être pas parfaits, mais ils sont probablement la meilleure manière d'organiser une économie

Sarwat Jahan et Ahmed Saber Mahmud

LE CAPITALISME est souvent vu comme un système économique où les acteurs privés possèdent et contrôlent des biens conformément à leurs intérêts, et l'offre et la demande fixent librement les prix sur les marchés, de la meilleure manière qui soit pour la société.

L'essence du capitalisme est la recherche du profit. Adam Smith, philosophe du XVIII^e siècle et père de l'économie moderne, l'a dit : «Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais plutôt du soin qu'ils apportent à la recherche de leur propre intérêt». Dans un échange librement consenti, les deux parties recherchent chacune leur avantage, mais aucune des deux ne peut obtenir ce qu'elle veut sans tenir compte du souhait de l'autre. C'est cet égoïsme rationnel qui peut conduire à la prospérité économique.

Dans une économie capitaliste, le capital fixe (usines, mines, voies ferrées, etc.) peut être possédé et contrôlé par des acteurs privés, le travail est acheté contre salaire, les plus-values vont aux propriétaires privés, et les prix déterminent l'affectation du capital et du travail entre des utilisations concurrentes (voir «L'offre et la demande», *F&D*, juin 2010).

Si le capitalisme, sous une forme ou une autre, constitue aujourd'hui le fondement de presque toutes les économies, il n'était que l'une des deux grandes manières d'envisager l'organisation économique pendant une bonne partie du siècle dernier. L'autre était le *socialisme*, un système où l'État possède les moyens de production et où les entreprises publiques cherchent à maximiser non pas les profits mais le bien social.

Les piliers du capitalisme

Le capitalisme repose sur les piliers suivants :

- *la propriété privée*, qui permet aux individus de posséder des biens matériels (terres, maisons) et immatériels (actions, obligations);
- *l'intérêt personnel*, qui pousse les individus à agir selon leur propre avantage, insensibles à la pression sociopolitique. Ces individus non coordonnés finissent néanmoins par profiter à la société comme s'ils étaient guidés par une main invisible, comme le dit Adam Smith dans *La Richesse des nations* (1776);
- *la concurrence*, qui, en laissant les entreprises libres de pénétrer et de quitter le marché, maximise la prospérité sociale, c'est-à-dire la prospérité commune des producteurs et des consommateurs;

- *un mécanisme de marché* qui détermine les prix d'une façon décentralisée par les interactions entre acheteurs et vendeurs : les prix déterminent ensuite l'affectation des ressources, naturellement en vue d'atteindre la plus grande satisfaction, non seulement pour les biens et les services, mais aussi pour les salaires;

- *la liberté de choix* en matière de consommation, de production et d'investissement : un client mécontent peut acheter d'autres produits, un investisseur placer son argent dans un projet plus lucratif, et un travailleur quitter son emploi pour un autre mieux rémunéré;

- *le rôle limité des pouvoirs publics*, qui doivent protéger les droits des citoyens et maintenir un environnement propre à favoriser le bon fonctionnement des marchés.

En fonction du degré de force de ces piliers, on distingue différentes formes de capitalisme. Dans les économies de marché, la réglementation des marchés est minimale ou inexistante. Dans les *économies mixtes*, le marché joue un rôle prépondérant, mais les pouvoirs publics le réglementent davantage afin d'en corriger les défaillances (pollution, encombrements, etc.), de promouvoir le bien-être social, ou pour d'autres raisons comme la défense ou la sécurité publique. Le capitalisme mixte est actuellement le modèle dominant.

Les multiples déclinaisons du capitalisme

Les économistes classent le capitalisme en plusieurs groupes au moyen de différents critères. Ainsi, le capitalisme peut être divisé en deux types selon le mode d'organisation de la production. Dans les *économies de marché libérales*, le marché concurrentiel prédomine et la production est essentiellement décentralisée, comme dans le capitalisme de marché aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Les *économies de marché coordonnées* échangent des informations privées via des institutions indépendantes du marché, telles que syndicats et groupements professionnels, comme en Allemagne et au Japon (Hall et Soskice, 2001).

Plus récemment, les économistes ont répertorié quatre types de capitalisme d'après le rôle joué par l'entrepreneuriat (la création d'entreprise) comme moteur de l'innovation et le contexte institutionnel dans lequel de nouvelles idées sont introduites pour stimuler la croissance économique (Baumol, Litan et Schramm, 2007).

Dans le *capitalisme dirigé*, l'État choisit les secteurs à développer. Motivé au départ par une volonté de favoriser la croissance, ce

type de capitalisme comporte plusieurs dangers : excès d'investissements, mauvais choix de secteurs, risque de corruption et difficulté d'arrêter l'aide apportée lorsqu'elle n'est plus appropriée. Le *capitalisme oligarchique* est orienté vers la protection et l'enrichissement d'une très petite minorité. La croissance économique n'est pas un objectif central, et les inégalités sont nombreuses et la corruption très présente dans les pays où il a cours.

Le *capitalisme de grande entreprise* exploite les économies d'échelle. Il est important pour fabriquer des produits en série. Le *capitalisme entrepreneurial* génère de grandes innovations comme l'automobile, le téléphone et l'ordinateur, qui sont généralement conçues par des individus ou de jeunes entreprises. Mais il faut de grandes entreprises pour fabriquer en série et commercialiser de nouveaux produits : c'est pourquoi la meilleure solution semble être une combinaison du capitalisme de grande entreprise et du capitalisme entrepreneurial. C'est ce qui caractérise les États-Unis plus qu'aucun autre pays.

La critique keynésienne

Pendant la crise des années 30, les économies capitalistes avancées ont souffert d'un chômage généralisé. Dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* publiée en 1936, l'économiste britannique John Maynard Keynes soutient que le capitalisme lutte pour se redresser après une baisse des investissements parce qu'une économie capitaliste ne peut rester indéfiniment en équilibre avec un chômage fort et une croissance nulle. Le keynésianisme a contesté l'idée que les économies de marché pouvaient bien fonctionner seules sans que l'État intervienne pour stimuler la demande totale et combattre des taux de chômage et de déflation élevés comme ceux des années 30. Il a posé que les pouvoirs publics devaient intervenir (en réduisant les impôts et en augmentant les dépenses publiques) pour sortir l'économie de la récession (voir «Qu'est-ce que le keynésianisme?», *F&D*, septembre 2014). Le but était de modérer les à-coups du cycle économique et d'aider le capitalisme à surmonter la crise. Keynes n'a jamais eu l'intention de remplacer l'économie de marché par autre chose; il a seulement affirmé qu'une intervention de la puissance publique était nécessaire de temps à autre.

Les forces qui concourent généralement au succès du capitalisme peuvent aussi entraîner sa chute. Les économies de marché ne peuvent prospérer que lorsque les États fixent les règles qui les régissent, par exemple des lois garantissant les droits de propriété, et les soutiennent en mettant en place des infrastructures convenables, telles que des routes et des autoroutes permettant la circulation des biens et des personnes. Les pouvoirs publics peuvent cependant être influencés par des intérêts privés organisés qui tentent d'exploiter la réglementation pour protéger leur position économique aux dépens de l'intérêt public, par exemple en réprimant la liberté de marché qui a permis leur réussite.

Ainsi, pour Rajan et Zingales (2003), la société doit «sauver le capitalisme des capitalistes», à savoir prendre des mesures pour protéger l'économie de marché des intérêts privés puissants qui veulent empêcher son bon fonctionnement. La propriété des biens de production ne doit pas être trop concentrée pour garantir la concurrence. Et comme la concurrence engendre des gagnants et des perdants, ces derniers doivent être dédommagés. Le libre

échange et la forte pression concurrentielle sur les entreprises en place vont aussi contribuer à maintenir à distance les intérêts puissants. L'opinion publique doit voir les mérites du libre jeu des mécanismes de marché et s'opposer aux interventions de l'État visant à protéger les puissants aux dépens de la prospérité économique générale.

La croissance économique sous le capitalisme a peut-être largement surpassé celle des autres régimes économiques, mais

Les forces qui concourent généralement au succès du capitalisme peuvent aussi entraîner sa chute.

les *inégalités* demeurent l'un de ses attributs les plus controversés. La dynamique d'accumulation du capital privé mène-t-elle inévitablement à une plus grande concentration des richesses, ou les forces de la croissance, de la concurrence et du progrès technique font-elles contrepoids pour réduire les inégalités? Les économistes ont étudié les déterminants des inégalités par différentes méthodes. L'étude la plus récente analyse un ensemble exceptionnel de données remontant jusqu'au XVIII^e siècle pour mettre en évidence de grands schémas économiques et sociaux (Piketty, 2014). Elle conclut que, dans les économies de marché contemporaines, le rendement du capital dépasse souvent la croissance globale. Avec la capitalisation, si ce décalage persiste, les richesses détenues par les propriétaires du capital vont croître bien plus vite que les autres types de revenus (les salaires par exemple), et l'écart final sera très important. Bien que cette étude ait autant d'admirateurs que de détracteurs, elle a contribué au débat sur la répartition des richesses dans le capitalisme et renforcé la conviction de beaucoup qu'une économie capitaliste doit être guidée dans la bonne direction par des politiques gouvernementales et par le grand public afin que la main invisible d'Adam Smith continue d'œuvrer pour le bien de la société. ■

Sarwat Jahan est économiste au Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI, et Ahmed Saber Mahmud est Directeur adjoint du Programme d'économie appliqué à l'université Johns Hopkins.

Bibliographie :

Baumol, William J., Robert E. Litan, and Carl J. Schramm, 2007, *Good Capitalism, Bad Capitalism, and the Economics of Growth and Prosperity* (New Haven, Connecticut: Yale University Press).

Hall, Peter A., and David Soskice, eds., 2001, *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage* (New York: Oxford University Press).

Piketty, Thomas, 2013, *Le Capital au XXI^e siècle* (Paris, éditions du Seuil).

Rajan, Raghuram, and Luigi Zingales, 2003, *Saving Capitalism from the Capitalists: Unleashing the Power of Financial Markets to Create Wealth and Spread Opportunity* (New York: Crown Publishing Group).